FAOUZI REBAÏNE À JIJEL :

«Non au 4e mandat»

«J'ai un programme, j'ai un projet qui s'étale sur cinq ans. Je l'appliquerai si je suis président de la République», a déclaré Ali Faouzi Rebaïne président du parti AHD 54 hier matin lors de son meeting populaire tenu au Centre culturel de Chekfa dans la wilaya de Jijel.

Devant une assistance nombreuse dont une partie est composée de femmes, le président de AHD 54, en farouche opposant au 4e mandat, a plaidé pour un Etat moderne «je veux construire un Etat moderne dans lequel la justice sera indépendante.

S'attaquant aux axes de ce programme, une fois élu président de la République, l'orateur a ajouté que la réhabilitation de la Cour des comptes, du Conseil constitutionnel et des Assemblées élues demeure sa priorité.

Sur son passage, l'hôte de la région de Sidi Abdellah Moulay Chekfa plaide pour un nouveau découpage administratif et l'augmentation du nombre des communes et des wilayas pour mieux prendre en charge les préoccupations des citoyens car notre pays est vaste.

Abordant le volet économique, Ali Faouzi Rebaïne a déploré la dépendance alimentaire dont souffre le pays en s'engageant, une fois élu président, à réaliser l'autosuffisance alimentaire à travers l'élaboration d'un programme de soutien au profit des vrais fellahs sans omettre toutefois de tirer à boulets rouges sur l'effacement des dettes des faux agriculteurs initié par le pouvoir actuel. Il a également souligné qu'il développe les industries de transformation génératrices pour la résorption du chômage. S'agissant du volet politique, l'orateur a décoché des flèches à l'encontre de ceux qui exercent le monopole de pouvoir en appelant pour l'alternance au pouvoir et en mettant l'accent sur le contrôle sur les dépenses de l'argent public.

Photo : Samir Sid

Rebaïne déplore la dépendance alimentaire dont souffre l'Algérie.

Interrogé par des citoyens sur sa position vis-à-vis des boycotteurs, il a affirmé qu'il a du respect pour ces gens.

Cependant il a estimé que le scrutin du 17 avril est une vraie bataille qu'il faut mener pour changer ce système.

Bouhali Mohamed-Cherif

LE MEETING POPULAIRE DE MOUSSA TOUATI À JIJEL :

«On doit se révolter en allant voter»

Le président du Front national algérien a animé, dans l'après-midi d'hier, un meeting populaire au hall de la maison des jeunes Bounab-Rachid dans la ville de Jijel, au cours duquel il a réitéré ses positions à l'égard de l'actualité nationale.

D'emblée, et avec plus de deux heures de retard, Moussa Touati a déclaré devant une faible assistance que «nous avons un chef d'Etat et non un président de la République car il n'exprime pas la volonté populaire». Il a affirmé, par ailleurs, que la fraude est la base de la réussite de tel ou tel candidat.

Le système actuel ne reflète guerre la volonté du peuple. On doit se référer au manifeste du 1er Novembre, stipulant la construction d'une République algérienne démocratique et populaire, dans le cadre des principes islamiques. L'orateur estime que ce manifeste exprime la volonté populaire.

Abordant le prochain scrutin, l'hôte de Jijel a déclaré qu'il faut se révolter en allant voter le 17 avril prochain pour imposer la volonté du peuple et changer le système actuel.

Le premier responsable du FNA n'a pas manqué de tirer à boulets rouges sur la partialité de la justice en s'interrogeant «est-ce qu'on peut ester un wali en justice» et d'ajouter que «nous devons être égaux devant la loi». Il a également critiqué la corruption politique qui a infesté les joutes électorales.

A cet effet, il a cité le cas d'un candidat qui a sous sa main 1 000 milliards de centimes en rejetant le marchandage des voix. Plus explicite, il a cité le cas des élus de sa formation politique qui ont vendu leurs voix. «Sur un total de 11 100 voix, 705 seulement ont signé au profit de leur parti. Nous devons aller voter pour mettre un terme à l'exclavagisme dans lequel nous vivons.»

B. M-C.

Photo : Samir Sid

Touati critique la corruption politique.

ELLE A ANIMÉ UN MEETING À SÉTIF

Louisa Hanoune veut des «élections de guerre»

Poursuivant son périple électoral, Louisa Hanoune, candidate du Parti des travailleurs (PT) pour la présidentielle du 17 avril prochain, a été hier samedi, l'hôte de la ville de Sétif, où elle a animé un meeting au niveau de la salle omnisport du complexe 8-Mai-1945.

D'emblée, Louisa Hanoune s'est attaquée aux visites annoncées de John Kerry, secrétaire d'Etat américain, et du cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani, Emir du Qatar, qu'ils devraient effectuer dans notre pays dans les prochains jours. «Que viennent-ils faire ici en pleine campagne électorale ?», s'est-elle interrogée. Louisa Hanoune n'a pas mâché ses mots en précisant que cette visite est une ingérence dans les affaires d'un pays souverain.

«Les Etats-Unis et le Qatar ne se soucient guère de la démocratie en Algérie et de la transparence des élections, mais de leurs propres intérêts d'expansionnistes et de spoliateurs», a-t-elle martelé, qualifiant les Etats-Unis et le Qatar «d'exportateurs du printemps arabe» ; et d'enchaîner : «On nous fait croire que ces visites s'inscrivent dans le cadre du rôle d'intermédiaire que devra jouer l'Algérie pour mettre fin à la crise et au différend entre l'Arabie Saoudite et le Qatar. Ceci ne nous concerne pas, d'autant plus que ces deux pays sont les principaux instigateurs du terrorisme, les pourvoyeurs de fonds de la nébuleuse terroriste. Ces deux pays sont les larbins des Etats-Unis, les ennemis des peuples. Alors, qu'ils s'entretuent entre eux et qu'ils se déchirent mais qu'ils nous laissent tranquilles».

Pour la candidate du Parti des Travailleurs, la véritable raison de la visite de John Kerry est de faire du chantage et d'imposer ses conditions. «John Kerry sera en Algérie pour dire que les Etats-Unis vont fermer les yeux sur les méthodes utilisées par le pouvoir pour faire élire le président sortant mais en contre-partie ils vont exiger l'annulation de la règle 51/49 et aussi permettre aux sociétés américaines basées en Algérie de transférer leurs capitaux en devises vers les banques américaines».

La candidate du PT considère que le prochain scrutin diffère de ceux de 2004 et de 2009. «Le pays est secoué par des turbulences, notamment sur le plan politique. Notre pays a été épargné par les révolutions du printemps arabe, mais certaines parties veulent, par tous les moyens, nous faire aspirer par ce tourbillon. Dans ce cas, nous voulons un sursaut patriotique. Nous voulons des élections de guerre pour dire à John Kerry que l'Algérie ne sera jamais la Syrie, le Liban, l'Irak, la Libye , le Mali ou l'Afrique Centrale», a-t-elle ajouté.

Photo : Samir Sid

Hanoune promet d'opérer des réformes dans plusieurs secteurs.

Le second volet du discours de Louisa Hanoune concerne les accords d'association entre l'Algérie et l'Union européenne et l'adhésion de notre pays à l'Organisation mondiale du commerce. «Je suis pour le gel de l'accord d'association avec l'Union européenne qui a dévasté notre agriculture et notre industrie, et que tout le monde reconnaît qu'il est néfaste pour notre pays, et je suis contre l'entrée de l'Algérie dans l'OMC. Mais contre toute attente, demain (Ndlr) notre ministre du Commerce se rendra à Genève pour présenter des concessions pour notre adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. De quel droit ce ministre est allé hypothéquer l'avenir de notre pays ? Qui lui a signé son ordre de mission ? Ou bien ces gens là ont-ils reçu les résultats du scrutin du 17 avril par anticipation ?», s'est-elle demandée.

Elle affirmera que «son programme» va permettre d'opérer des réformes dans plusieurs secteurs de la vie du citoyen et de l'Etat, à savoir la justice, l'enseignement supérieur, la culture, l'environnement, le social, le sport, le développement humain et tout ce qui touche de loin ou de près le citoyen. Allusion faite aux conséquences d'un scrutin peu suivi, elle a appelé les Algériens à «se rendre massivement aux urnes». «Si nous ne sortons pas la tête haute de ce scrutin, nous aurons un pays à la merci des intérêts étrangers», a-t-elle alerté.

Un risque que Louisa Hanoune veut éviter en demandant aux électeurs «d'aller voter», en promettant de «réformer profondément le système de gouvernance». «Il faut une IIe République, qui soit synonyme de démocratie, de citoyenneté pleine, de justice indépendante, de pluralisme», a-t-elle encore plaidé.

Aussi, Louisa Hanoune a affirmé qu'elle ferait constitutionaliser la langue tamazight en tant que deuxième langue officielle et qu'elle sera enseignée obligatoirement dans les 48 wilayas et aussi la création d'un secrétariat d'Etat, chargé de la promotion de cette langue. A la fin de son discours, Louisa Hanoune a voulu faire un clin d'œil à la population sétifienne en proposant, en cas de succès aux élections présidentielles, d'instituer la journée du 8 Mai comme fête nationale officielle.

«En plus de l'institutionnalisation de la journée du 8 Mai en tant que fête nationale officielle, je réhabiliterai tous les martyrs des évènements du 8 Mai 45 ainsi que toutes les victimes mortes pour le pays depuis le premier jour de la colonisation», a-t-elle conclu.

Imed Sellami